



Dans le cadre de la journée de mobilisation du 24 novembre 2015 pour la défense de l'Enseignement Agricole Public, l'Intersyndicale SNETAP-FSU, FO et Sud, Auvergne alertent, une nouvelle fois, la Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt, sur la situation actuelle du service public d'enseignement agricole, source d'inquiétudes et de revendications.

En effet, dans le contexte européen de dérégulation économique, les politiques nationales de restrictions budgétaires et les réformes territoriales s'accroissent, depuis le début des années 2000, détruisent les services publics et ainsi l'unité de la République laïque et sociale en instaurant la seule Liberté Economique, reléguant l'égalité à la seule précarité et la solidarité à la seule charité. **Les contre-réformes se sont abattues et se poursuivent avec violence sur tous les acquis sociaux et sur la laïcité (Sécurité sociale, code du travail, entreprises et services publics, statuts des fonctionnaires, réformes territoriales). Pour satisfaire cette liberté économique, la notion d'acquisition de « compétences » dans l'Education a supplanté la notion de « Savoir ». Ainsi l'Etat de droit est plus que fortement fragilisé. Des zones de non droits se sont établies sur le territoire isolant les populations géographiquement et socialement.**

Dans l'Enseignement Agricole Public, les conséquences sont dramatiques. Les conditions de travail pour les personnels et les élèves se sont dégradées : des heures d'enseignements, des postes de personnels (enseignants, assistants d'éducation, administratifs), des classes ont été supprimés.

De ce fait, les classes sont devenues surchargées, l'encadrement a diminué et les situations de malaise se sont multipliées. Le saupoudrage d'heures d'accompagnement personnalisé, d'aide individualisée, ne peuvent pallier la diminution d'heures et la surcharge des classes.

Aujourd'hui, le système « éducatif » ne leurre-t-il pas les élèves et leurs familles en leur proposant des programmes et un encadrement de plus en plus allégé ?

**Un véritable service public et laïque doit prendre en compte les besoins de toute la population.**

**Il est nécessaire qu'un véritable service public laïque d'Instruction et d'éducation se réinstalle pour la réussite de tous les élèves.**

C'est pourquoi nous demandons :

- **Que les effectifs par classes soient fortement réduits, surtout dans la filière professionnelle et qu'il y ait une classe spécifique pour chaque option de formation (BAC PRO, STAV et BTS).**
- **Que les postes de titulaires supprimés soient rétablis et que de nouveaux postes de fonctionnaires soient créés afin d'accueillir tous les élèves. Il manque des enseignants, des surveillants, des personnels administratifs et ATTE pour satisfaire tous les besoins.**
- **Que les savoirs disciplinaires soient rétablis dans les programmes afin que les connaissances permettent l'acquisition d'un véritable esprit critique aidant les élèves à faire des choix pour devenir des individus et des citoyens libres.**
- **Que les lois anti-laïques soient abrogées. En effet, les écoles privées, à 95% confessionnelles, sont financées avec l'argent public (loi Rocard de 1984 pour**

**l'enseignement agricole). C'est pourquoi, le SNETAP Auvergne et FO appellent à participer à la manifestation nationale à Paris le 5 décembre 2015 pour défense de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat du 9 décembre 1905.**